



## **Un dernier effort pour financer l'ODD 4 : une éducation inclusive, équitable et de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous**

*L'éducation, catalyseur essentiel de la paix, de la justice sociale et de tous les autres ODD*

**22 avril 2026 ; 8 h 00 - 9 h 30 à New York (14 h 00 - 15 h 00 en Afrique du Sud)**

Les progrès globaux vers la réalisation des ODD ont été lents et constamment menacés de recul. Là où des progrès ont été accomplis, ils ont généralement été inégaux et insuffisants. Les progrès ont marqué le pas, voire ont régressé, dans plusieurs pays et contextes. Sur sa trajectoire actuelle, le monde ne atteindra aucun des 17 ODD d'ici 2030. Dans un contexte de pauvreté persistante, d'inégalités croissantes, de vulnérabilité climatique grandissante et de multilatéralisme en déclin, les développements actuels laissent présager une intensification des crises mondiales alimentées par les guerres, la montée des tensions géopolitiques, les pressions inflationnistes extrêmes et l'insécurité énergétique.

Le monde est confronté à une crise financière qui touche tout particulièrement les services publics essentiels. Dans le domaine de l'éducation, on estime que seuls 17 % des cibles de l'ODD 4 seront atteints, avec un recul significatif constaté pour l'ODD 4.5, qui vise à éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et à garantir l'égalité d'accès à tous les niveaux d'enseignement. Nous ne parvenons pas à atteindre les plus vulnérables et les exclus, ce qui constitue pourtant l'une des promesses clés des gouvernements et de la communauté internationale lorsqu'ils ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les données montrent que l'engagement de « ne laisser personne de côté » est une ambition non réalisée des ODD, comme en témoignent les reculs en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale. Malgré les engagements fermes pris par les gouvernements pour atteindre les ODD, les cibles de développement clés restent gravement et chroniquement sous-financées. C'est l'un des principaux facteurs qui explique la lenteur des progrès et le non-respect des cibles des ODD.

Malgré tous ces développements, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) poursuit sa mission de promotion du droit à l'éducation. La CME organise sa Semaine mondiale d'action pour l'éducation 2026 (GAW 2026) pendant la Semaine du FFD4, sur le thème du financement de l'éducation, appelant les gouvernements et la communauté internationale à « **tenir haut la flamme** » de l'éducation. Cette année marque le 24<sup>e</sup> anniversaire de la GAW, qui a débuté en 2003.

La CME estime que l'éducation est un catalyseur essentiel pour la paix, la cohésion sociale, l'égalité des sexes et tous les autres ODD. La CME estime que l'éducation contribue à bâtir des sociétés plus inclusives et pacifiques, en aidant nous comprendre les uns les autres, lutter contre l'extrémisme et briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la violence. Elle promeut l'égalité et l'équité entre les sexes, nous aidant ainsi à lutter contre la discrimination et à mettre en place des systèmes plus justes pour

tous. Il est donc impératif que les mouvements en faveur de l'éducation redoublent d'efforts pour obtenir le financement de l'éducation, en particulier au vu des difficultés économiques et financières qui entraînent des coupes budgétaires, un rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire et une diminution de l'aide publique au développement.

L'événement parallèle proposé vise donc à appeler les dirigeants mondiaux à réformer l'architecture financière mondiale, à investir massivement dans l'éducation et à proposer des solutions concrètes pour combler le déficit de financement de l'éducation.

Des mesures concrètes doivent être prises pour s'attaquer aux problèmes persistants qui creusent le déficit de financement, tels que la fraude fiscale, les flux financiers illicites, la corruption massive et endémique, ainsi que la baisse de l'aide au développement. Il est nécessaire de mettre en place des mesures visant à garantir un allègement effectif de la dette grâce à des approches transparentes, participatives et fondées sur les droits pour faire face au fardeau de la dette. L'architecture financière internationale actuelle doit être repensée pour devenir participative, inclusive et transformatrice, et guidée par une vision du développement durable pour tous.

Nous réaffirmons la nécessité de renforcer les investissements dans les secteurs sociaux, en particulier les services publics essentiels, grâce à un financement équitable, inclusif et durable. Il faut investir davantage et de manière plus équitable dans l'éducation publique, la santé et les autres services sociaux grâce à des ressources nationales accrues, soutenues par des mécanismes de justice fiscale, tout en garantissant la responsabilité et la transparence des finances publiques. Cela devrait inclure un engagement à élaborer des politiques intégrées à long terme et des stratégies de financement durables visant à stimuler les investissements dans les systèmes d'éducation publique. Des objectifs spécifiques doivent être fixés pour les groupes les plus marginalisés et exclus, y compris ceux vivant dans des zones rurales et reculées, ainsi que dans les zones touchées par des conflits.

Les gouvernements doivent garantir des allocations accrues pour les cibles des ODD négligées et promouvoir une budgétisation du secteur public transparente, inclusive et sensible au genre. Ils devraient examiner de manière critique les mécanismes de financement innovants dans le secteur social. Ces mécanismes devraient servir à renforcer le secteur public, à défendre les droits humains et à répondre aux besoins des groupes marginalisés et vulnérables. Les gouvernements doivent faire respecter les cadres réglementaires et empêcher la privatisation et la mainmise des entreprises sur les services publics.

Les pays donateurs doivent allouer au moins 0,7 % de leur RNB à l'APD et garantir l'efficacité de l'aide en termes d'ampleur, de prévisibilité et de priorités d'allocation telles que déterminées par les pays bénéficiaires. Une part adéquate de l'APD devrait être consacrée aux priorités en matière de développement humain, d'aide humanitaire et d'action climatique, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale et environnementale.

## **Programme (1 h 30)**

**Présentations : Modératrice : Cecilia Thea Soriano, CME**

**Discours d'ouverture : Le financement de l'éducation est une décision politique (5 min)**

Refat Sabbah,

président

Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)

**L'impératif du financement de l'éducation : des enjeux systémiques aux budgets (5 min)**

Grant Kasowanjete,  
coordinateur mondial  
Campagne mondiale pour l'éducation (CME)

**Suivi du Sommet « Transformer l'éducation » : volet « Financement de l'éducation » (8 min)**

Vernor Munoz (à confirmer)  
Ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation

**Le financement de l'éducation en Asie-Pacifique**

- **Baisse des dépenses et privatisation de l'éducation en Asie-Pacifique (6 min)**  
Rene Raya  
Coordinateur régional de la défense des politiques et analyste politique principal  
Association Asie-Pacifique pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE)
- **Impact des impositions du FMI et des mesures d'austérité sur l'éducation au Sri Lanka (6 min)**  
Shantha Kulathunge  
Coordinatrice nationale  
Coalition pour le développement de l'éducation – Sri Lanka

**Le financement de l'éducation dans la région arabe (6 min)**

Kamal Messaoui,  
coordinateur  
Coalition nationale pour l'éducation de Tunisie – Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA)

**L'impact de la dette sur l'éducation en Afrique (6 min)**

Tahirou Traoré,  
coordinateur national  
Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF) Réseau  
africain de la Coalition pour l'éducation pour tous (ANCEFA)

**Justice fiscale et éducation : cas nationaux et plaidoyer en Amérique latine (6 min)**

Israel Quirino,  
chargé de  
programme  
Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)

**Du niveau mondial au niveau national : plaidoyer en faveur de la justice fiscale et du financement de l'éducation**

- **Modifier les règles fiscales mondiales : implications pour le secteur de l'éducation (6 min)**  
Ucizi Ngulube  
TaxEd Alliance - Action Aid
- **Réflexions sur les négociations de la Convention fiscale des Nations unies et le rôle des coalitions nationales pour l'éducation (6 min)**

Bernice Mpere-Gyeke  
Coordinatrice nationale  
Coalition nationale pour la campagne sur l'éducation au Ghana

**Résumé et appels à l'action - 5 min Organismes :**

Campagne mondiale pour l'éducation (GCE)  
Association Asie-Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE) Réseau africain pour la campagne « Éducation pour tous » (ANCEFA)  
Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA)  
Coalition pour le développement de l'éducation – Sri Lanka (CED-Sri Lanka)  
Coalition nationale pour l'éducation pour tous du Burkina Faso (CN-EPT/BF)  
Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)  
Coalition nationale pour la campagne sur l'éducation au Ghana (GNECC) Réseau pour la justice fiscale  
Alliance TaxEd – Action Aid